

La Haye-Pesnel

Classe de 3^e : les parents ne lâchent rien

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | samedi 8 juillet 2017

397 mots



Parents d'élèves d'un côté de la barrière, enseignants de l'autre, le blocage d'hier soir avait un côté bon enfant !

Malgré la fin des cours, les parents d'élèves poursuivent leur combat pour éviter la fermeture de la troisième classe de 3^e au collège Louis-Beuve.

Trois jours après une première action au cours de laquelle ils avaient bloqué symboliquement, durant une heure, l'entrée du collège aux correcteurs du brevet (*Ouest-France* mercredi 5 juillet), les parents d'élèves ont récidivé, hier, à la fin des cours.

Prêts à bloquer le collège à la rentrée

À 17 h, ils ont bloqué symboliquement, durant cinq minutes, les cars de transport scolaire avant de les libérer. En présence du maire, Alain Navarret et de quelques élus du pays hayland, une vingtaine de parents a bloqué et cadenassé les entrées du collège, empêchant ainsi le personnel de l'établissement et les enseignants, réunis pour un pot de fin d'année, d'en sortir.

« Nous n'avons eu aucune avancée depuis mardi, explique Lolita Chartrain, présidente de l'association des parents d'élèves. L'ouverture de la troisième classe de 3^e n'en est pas une. Elle est permise grâce aux heures prises sur les heures de fonctionnement global de l'établissement, ce qui va diminuer *de facto* l'ensemble des moyens alloués. C'est pourquoi nous exigeons toujours une dotation de cinq heures hebdomadaires pour l'ensemble du collège, au lieu des 2 h 30 que l'inspecteur d'académie a proposé. Nous ne lâcherons pas sur ce point car les élèves ont besoin d'un minimum d'ouverture culturelle, d'accompagnement personnalisé, d'ateliers ou de sorties scolaires qui sont autant d'occasions pour eux de s'investir plus dans l'enseignement. La rentrée ne pourra donc pas se faire avec ces moyens-là. »

Les parents seront prêts à bloquer le collège, à la rentrée s'ils n'obtiennent pas satisfaction. À 18 h 20, n'ayant pas de nouvelles de l'inspecteur d'académie, injoignable, les parents d'élèves poursuivaient leur siège, sous l'oeil de la gendarmerie.